
TEXTE SIGNALE

▲ **Journal Officiel « Lois et décrets » n° 157 du 8 juillet 2022**

Décret n° 2022-994 du 7 juillet 2022 portant majoration de la rémunération des personnels civils et militaires de l'Etat, des personnels des collectivités territoriales et des établissements publics d'hospitalisation

Observations :

La valeur du point d'indice de la fonction publique est revalorisée de 3,5 % à compter du 1^{er} juillet 2022, ce qui porte :

- la valeur annuelle du traitement brut afférent à l'indice 100 majoré de 5 623,23 euros à 5 820,04 euros ;
- la valeur annuelle du point d'indice de 56,2323 euros à 58,2004 euros.

Les tableaux présentés aux pages suivantes rappellent les principaux impacts de cette revalorisation sur les éléments de rémunération des agents publics ainsi que sur le supplément familial de traitement.

Destinataires :

DGD : Damien ROUSSET
DRH : Sylvain BOURGOIN
DRH-BGPE : Patricia RIGOUX, Teresa DE OLIVEIRA
DRH-DAF-SFSIG : Dominique FONTAINE, Olivier FRAGNE, David SEILLER
ACP : Marie-Laure GRISSELLE
Mesdames et Messieurs les Agents Comptables Secondaires
Mesdames et Messieurs les Responsables Ressources Humaines
Mesdames et Messieurs les Gestionnaires Polyvalents de Ressources Humaines

Principaux impacts de la revalorisation du point d'indice de la fonction publique intervenant à compter du 1^{er} juillet 2022

<p style="text-align: center;">Traitement des fonctionnaires*</p>	<p>Revalorisation des traitements annuels et mensuels bruts correspondant à :</p> <ul style="list-style-type: none"> - des indices majorés (traitements indiciaires), - des chevrons (traitements hors échelle). <p><i>Articles 5 et 6 du décret n° 85-1148 du 24 octobre 1985 modifié</i></p>
<p style="text-align: center;">Rémunération des agents non titulaires*</p>	<p>Revalorisation de la rémunération brute</p> <ul style="list-style-type: none"> - des agents contractuels de droit public dont les émoluments évoluent avec la valeur du point d'indice [1] ; - des agents vacataires dont le taux de rémunération correspond au taux exceptionnel du niveau « Ingénieur, informaticien, travaux de recherche » [2] <p>[1] Ne sont pas concernés : les agents employés en contrat d'accompagnement dans l'emploi, les apprentis, les médecins de prévention, les agents relevant des dispositifs européens « Actions Marie Skłodowska-Curie » et les vacataires rémunérés au taux horaire du SMIC.</p> <p>[2] fixé règlementairement par l'arrêté du 13 juin 1975 par référence à l'indice brut 320 avec une indemnité de résidence de 3% multiplié par 14,45</p>
<p style="text-align: center;">Primes et indemnités* liées à la valeur du point d'indice</p>	<p>Revalorisation de (liste non exhaustive) :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la prime spéciale d'installation ; - l'indemnité spécifique pour fonctions d'intérêt collectif (ISFIC) ; - l'indemnité forfaitaire pour travaux supplémentaires (IFTTS) ; - l'indemnité d'astreintes et contraintes particulières de travail ; - l'indemnité compensatrice de CSG (ICCSG) <p>En revanche, l'indemnité dégressive (ex-indemnité exceptionnelle de CSG) n'est pas réduite.</p>
<p style="text-align: center;">Traitement brut mensuel minimum Indemnité de résidence (IR) minimum</p>	<p>Le traitement minimum (indice brut 382 - indice majoré 352) est porté de 1 649,48 euros à 1 707,21 euros.</p> <p>Le montant de l'IR des agents dont le traitement est inférieur ou égal à l'indice majoré 352 (indice brut 382) soit 1 707,21 euros par mois, perçoivent une IR calculée sur le traitement afférent à l'indice majoré 352.</p> <p><i>Articles 8 et 9 du décret n° 85-1148 du 24 octobre 1985 modifié.</i></p>

* Les barèmes actualisés seront prochainement disponibles sur la base documentaire PEGASE.

Impacts de la revalorisation du point d'indice de la fonction publique sur le supplément familial de traitement à compter du 1^{er} juillet 2022

A compter du 1^{er} juillet 2022

Nombre d'enfants à charge	Élément fixe mensuel en €	Élément proportionnel en %	Montant total du SFT calculé sur l'indice majoré plancher 449	Montant total du SFT calculé sur l'indice majoré plafond 717
Un enfant	2,29 €	0 %	2,29 €	2,29 €
Deux enfants	10,67 €	3 %	75,99 € 10,67 + 3 % x (449 x 58,2004 / 12)	114,99 € 10,67 + 3 % x (717 x 58,2004 / 12)
Trois enfants	15,24 €	8 %	189,45 € 15,24 + 8 % x (449 x 58,2004 / 12)	293,43 € 15,24 + 8 % x (717 x 58,2004 / 12)
Par enfant supplémentaire	+ 4,57 € par enfant	+ 6 % par enfant	+ 135,22 € par enfant 4,57 + 6 % x (449 x 58,2004 / 12)	+ 213,21 € par enfant 4,57 + 6 % x (717 x 58,2004 / 12)

Décrets, arrêtés, circulaires

TEXTES GÉNÉRAUX

MINISTÈRE DE LA TRANSFORMATION ET DE LA FONCTION PUBLIQUES

Décret n° 2022-994 du 7 juillet 2022 portant majoration de la rémunération des personnels civils et militaires de l'Etat, des personnels des collectivités territoriales et des établissements publics d'hospitalisation

NOR : TFPF2215443D

Publics concernés : agents publics rémunérés sur la base d'un indice.

Objet : revalorisation du point d'indice.

Entrée en vigueur : le décret entre en vigueur le 1^{er} juillet 2022.

Notice : le décret augmente la valeur du point d'indice de la fonction publique de 3,5 % à compter du 1^{er} juillet 2022. La valeur annuelle du traitement afférent à l'indice 100 majoré est ainsi portée à 5 820,04 euros à compter du 1^{er} juillet 2022.

Références : le décret et le texte qu'il modifie peuvent être consultés sur le site Légifrance (<https://www.legifrance.gouv.fr>).

Le Président de la République,

Sur le rapport de la Première ministre, du ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique et du ministre de la transformation et de la fonction publiques,

Vu le code de la défense ;

Vu le code général de la fonction publique ;

Vu l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 modifiée portant loi organique relative au statut de la magistrature ;

Vu le décret n° 82-1105 du 23 décembre 1982 modifié relatif aux indices de la fonction publique ;

Vu le décret n° 85-730 du 17 juillet 1985 relatif à la rémunération des fonctionnaires de l'Etat et des fonctionnaires des collectivités territoriales régis respectivement par les lois n° 84-16 du 11 janvier 1984 et n° 84-53 du 26 janvier 1984 ;

Vu le décret n° 85-1148 du 24 octobre 1985 modifié relatif à la rémunération des personnels civils et militaires de l'Etat, des personnels des collectivités territoriales et des personnels des établissements publics d'hospitalisation ;

Vu l'avis du Conseil national d'évaluation des normes en date du 4 juillet 2022 ;

Le conseil des ministres entendu,

Décrète :

Art. 1^{er}. – I. – Le décret du 24 octobre 1985 susvisé est ainsi modifié :

1° Les dispositions de l'article 3 sont remplacées par les dispositions suivantes :

« Art. 3. – La valeur annuelle du traitement et de la solde définis respectivement à l'article L. 712-1 du code général de la fonction publique, à l'article 42 de l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 susvisée et à l'article L. 4123-1 du code de la défense, afférents à l'indice 100 majoré et soumis aux retenues pour pension est fixée à 5 820,04 € à compter du 1^{er} juillet 2022. » ;

2° Les dispositions de l'article 5 sont remplacées par les dispositions suivantes :

« Art. 5. – Les traitements et soldes annuels correspondant aux indices majorés figurent au barème B ci-annexé, applicable à compter du 1^{er} juillet 2022. » ;

3° Les dispositions de l'article 6 sont remplacées par les dispositions suivantes :

« Art. 6. – A compter du 1^{er} juillet 2022, les traitements et soldes annuels correspondant à chacun des groupes hors échelle sont fixés comme suit :

«

TRAITEMENTS ET SOLDES ANNUELS BRUTS SOUMIS À RETENUE POUR PENSION
À COMPTER DU 1^{er} JUILLET 2022 (EN EUROS)

Groupes	Chevrons		
	I	II	III
A	51 798,36	53 835,37	56 570,79
B	56 570,79	58 957,01	62 099,83
B bis	62 099,83	63 729,44	65 417,25
C	65 417,25	66 814,06	68 269,07
D	68 269,07	71 353,69	74 438,31
E	74 438,31	77 348,33	
F	80 200,15		
G	87 882,60		

».

II. – Le barème B annexé à ce même décret est remplacé par le barème B figurant à l'annexe du présent décret.

Art. 2. – Les dispositions du présent décret entrent en vigueur le 1^{er} juillet 2022.

Art. 3. – La Première ministre, le ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique, le ministre de la transformation et de la fonction publiques et le ministre délégué auprès du ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique, chargé des comptes publics, sont responsables, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait le 7 juillet 2022.

EMMANUEL MACRON

Par le Président de la République :

La Première ministre,
ÉLISABETH BORNE

*Le ministre de la transformation
et de la fonction publiques,*
STANISLAS GUERINI

*Le ministre de l'économie, des finances
et de la souveraineté industrielle et numérique,*
BRUNO LE MAIRE

*Le ministre délégué auprès du ministre
de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle
et numérique, chargé des comptes publics,*
GABRIEL ATTAL

ANNEXE

BARÈME B

TRAITEMENTS ANNUELS BRUTS SOUMIS À RETENUE POUR PENSION
À COMPTER DU 1^{er} JUILLET 2022

INDICES majorés	TRAITEMENTS ANNUELS BRUTS soumis à retenue pour pension (en euros)
203	11 814,68
204	11 872,88
205	11 931,08
206	11 989,28
207	12 047,48
208	12 105,68
209	12 163,88

INDICES majorés	TRAITEMENTS ANNUELS BRUTS soumis à retenue pour pension (en euros)
210	12 222,08
211	12 280,28
212	12 338,48
213	12 396,69
214	12 454,89
215	12 513,09
216	12 571,29
217	12 629,49
218	12 687,69
219	12 745,89
220	12 804,09
221	12 862,29
222	12 920,49
223	12 978,69
224	13 036,89
225	13 095,09
226	13 153,29
227	13 211,49
228	13 269,69
229	13 327,89
230	13 386,09
231	13 444,29
232	13 502,49
233	13 560,69
234	13 618,89
235	13 677,09
236	13 735,29
237	13 793,49
238	13 851,70
239	13 909,90
240	13 968,10
241	14 026,30
242	14 084,50
243	14 142,70
244	14 200,90
245	14 259,10
246	14 317,30
247	14 375,50

INDICES majorés	TRAITEMENTS ANNUELS BRUTS soumis à retenue pour pension (en euros)
248	14 433,70
249	14 491,90
250	14 550,10
251	14 608,30
252	14 666,50
253	14 724,70
254	14 782,90
255	14 841,10
256	14 899,30
257	14 957,50
258	15 015,70
259	15 073,90
260	15 132,10
261	15 190,30
262	15 248,50
263	15 306,71
264	15 364,91
265	15 423,11
266	15 481,31
267	15 539,51
268	15 597,71
269	15 655,91
270	15 714,11
271	15 772,31
272	15 830,51
273	15 888,71
274	15 946,91
275	16 005,11
276	16 063,31
277	16 121,51
278	16 179,71
279	16 237,91
280	16 296,11
281	16 354,31
282	16 412,51
283	16 470,71
284	16 528,91
285	16 587,11

INDICES majorés	TRAITEMENTS ANNUELS BRUTS soumis à retenue pour pension (en euros)
286	16 645,31
287	16 703,51
288	16 761,72
289	16 819,92
290	16 878,12
291	16 936,32
292	16 994,52
293	17 052,72
294	17 110,92
295	17 169,12
296	17 227,32
297	17 285,52
298	17 343,72
299	17 401,92
300	17 460,12
301	17 518,32
302	17 576,52
303	17 634,72
304	17 692,92
305	17 751,12
306	17 809,32
307	17 867,52
308	17 925,72
309	17 983,92
310	18 042,12
311	18 100,32
312	18 158,52
313	18 216,73
314	18 274,93
315	18 333,13
316	18 391,33
317	18 449,53
318	18 507,73
319	18 565,93
320	18 624,13
321	18 682,33
322	18 740,53
323	18 798,73

INDICES majorés	TRAITEMENTS ANNUELS BRUTS soumis à retenue pour pension (en euros)
324	18 856,93
325	18 915,13
326	18 973,33
327	19 031,53
328	19 089,73
329	19 147,93
330	19 206,13
331	19 264,33
332	19 322,53
333	19 380,73
334	19 438,93
335	19 497,13
336	19 555,33
337	19 613,53
338	19 671,74
339	19 729,94
340	19 788,14
341	19 846,34
342	19 904,54
343	19 962,74
344	20 020,94
345	20 079,14
346	20 137,34
347	20 195,54
348	20 253,74
349	20 311,94
350	20 370,14
351	20 428,34
352	20 486,54
353	20 544,74
354	20 602,94
355	20 661,14
356	20 719,34
357	20 777,54
358	20 835,74
359	20 893,94
360	20 952,14
361	21 010,34

INDICES majorés	TRAITEMENTS ANNUELS BRUTS soumis à retenue pour pension (en euros)
362	21 068,54
363	21 126,75
364	21 184,95
365	21 243,15
366	21 301,35
367	21 359,55
368	21 417,75
369	21 475,95
370	21 534,15
371	21 592,35
372	21 650,55
373	21 708,75
374	21 766,95
375	21 825,15
376	21 883,35
377	21 941,55
378	21 999,75
379	22 057,95
380	22 116,15
381	22 174,35
382	22 232,55
383	22 290,75
384	22 348,95
385	22 407,15
386	22 465,35
387	22 523,55
388	22 581,76
389	22 639,96
390	22 698,16
391	22 756,36
392	22 814,56
393	22 872,76
394	22 930,96
395	22 989,16
396	23 047,36
397	23 105,56
398	23 163,76
399	23 221,96

INDICES majorés	TRAITEMENTS ANNUELS BRUTS soumis à retenue pour pension (en euros)
400	23 280,16
401	23 338,36
402	23 396,56
403	23 454,76
404	23 512,96
405	23 571,16
406	23 629,36
407	23 687,56
408	23 745,76
409	23 803,96
410	23 862,16
411	23 920,36
412	23 978,56
413	24 036,77
414	24 094,97
415	24 153,17
416	24 211,37
417	24 269,57
418	24 327,77
419	24 385,97
420	24 444,17
421	24 502,37
422	24 560,57
423	24 618,77
424	24 676,97
425	24 735,17
426	24 793,37
427	24 851,57
428	24 909,77
429	24 967,97
430	25 026,17
431	25 084,37
432	25 142,57
433	25 200,77
434	25 258,97
435	25 317,17
436	25 375,37
437	25 433,57

INDICES majorés	TRAITEMENTS ANNUELS BRUTS soumis à retenue pour pension (en euros)
438	25 491,78
439	25 549,98
440	25 608,18
441	25 666,38
442	25 724,58
443	25 782,78
444	25 840,98
445	25 899,18
446	25 957,38
447	26 015,58
448	26 073,78
449	26 131,98
450	26 190,18
451	26 248,38
452	26 306,58
453	26 364,78
454	26 422,98
455	26 481,18
456	26 539,38
457	26 597,58
458	26 655,78
459	26 713,98
460	26 772,18
461	26 830,38
462	26 888,58
463	26 946,79
464	27 004,99
465	27 063,19
466	27 121,39
467	27 179,59
468	27 237,79
469	27 295,99
470	27 354,19
471	27 412,39
472	27 470,59
473	27 528,79
474	27 586,99
475	27 645,19

INDICES majorés	TRAITEMENTS ANNUELS BRUTS soumis à retenue pour pension (en euros)
476	27 703,39
477	27 761,59
478	27 819,79
479	27 877,99
480	27 936,19
481	27 994,39
482	28 052,59
483	28 110,79
484	28 168,99
485	28 227,19
486	28 285,39
487	28 343,59
488	28 401,80
489	28 460,00
490	28 518,20
491	28 576,40
492	28 634,60
493	28 692,80
494	28 751,00
495	28 809,20
496	28 867,40
497	28 925,60
498	28 983,80
499	29 042,00
500	29 100,20
501	29 158,40
502	29 216,60
503	29 274,80
504	29 333,00
505	29 391,20
506	29 449,40
507	29 507,60
508	29 565,80
509	29 624,00
510	29 682,20
511	29 740,40
512	29 798,60
513	29 856,81

INDICES majorés	TRAITEMENTS ANNUELS BRUTS soumis à retenue pour pension (en euros)
514	29 915,01
515	29 973,21
516	30 031,41
517	30 089,61
518	30 147,81
519	30 206,01
520	30 264,21
521	30 322,41
522	30 380,61
523	30 438,81
524	30 497,01
525	30 555,21
526	30 613,41
527	30 671,61
528	30 729,81
529	30 788,01
530	30 846,21
531	30 904,41
532	30 962,61
533	31 020,81
534	31 079,01
535	31 137,21
536	31 195,41
537	31 253,61
538	31 311,82
539	31 370,02
540	31 428,22
541	31 486,42
542	31 544,62
543	31 602,82
544	31 661,02
545	31 719,22
546	31 777,42
547	31 835,62
548	31 893,82
549	31 952,02
550	32 010,22
551	32 068,42

INDICES majorés	TRAITEMENTS ANNUELS BRUTS soumis à retenue pour pension (en euros)
552	32 126,62
553	32 184,82
554	32 243,02
555	32 301,22
556	32 359,42
557	32 417,62
558	32 475,82
559	32 534,02
560	32 592,22
561	32 650,42
562	32 708,62
563	32 766,83
564	32 825,03
565	32 883,23
566	32 941,43
567	32 999,63
568	33 057,83
569	33 116,03
570	33 174,23
571	33 232,43
572	33 290,63
573	33 348,83
574	33 407,03
575	33 465,23
576	33 523,43
577	33 581,63
578	33 639,83
579	33 698,03
580	33 756,23
581	33 814,43
582	33 872,63
583	33 930,83
584	33 989,03
585	34 047,23
586	34 105,43
587	34 163,63
588	34 221,84
589	34 280,04

INDICES majorés	TRAITEMENTS ANNUELS BRUTS soumis à retenue pour pension (en euros)
590	34 338,24
591	34 396,44
592	34 454,64
593	34 512,84
594	34 571,04
595	34 629,24
596	34 687,44
597	34 745,64
598	34 803,84
599	34 862,04
600	34 920,24
601	34 978,44
602	35 036,64
603	35 094,84
604	35 153,04
605	35 211,24
606	35 269,44
607	35 327,64
608	35 385,84
609	35 444,04
610	35 502,24
611	35 560,44
612	35 618,64
613	35 676,85
614	35 735,05
615	35 793,25
616	35 851,45
617	35 909,65
618	35 967,85
619	36 026,05
620	36 084,25
621	36 142,45
622	36 200,65
623	36 258,85
624	36 317,05
625	36 375,25
626	36 433,45
627	36 491,65

INDICES majorés	TRAITEMENTS ANNUELS BRUTS soumis à retenue pour pension (en euros)
628	36 549,85
629	36 608,05
630	36 666,25
631	36 724,45
632	36 782,65
633	36 840,85
634	36 899,05
635	36 957,25
636	37 015,45
637	37 073,65
638	37 131,86
639	37 190,06
640	37 248,26
641	37 306,46
642	37 364,66
643	37 422,86
644	37 481,06
645	37 539,26
646	37 597,46
647	37 655,66
648	37 713,86
649	37 772,06
650	37 830,26
651	37 888,46
652	37 946,66
653	38 004,86
654	38 063,06
655	38 121,26
656	38 179,46
657	38 237,66
658	38 295,86
659	38 354,06
660	38 412,26
661	38 470,46
662	38 528,66
663	38 586,87
664	38 645,07
665	38 703,27

INDICES majorés	TRAITEMENTS ANNUELS BRUTS soumis à retenue pour pension (en euros)
666	38 761,47
667	38 819,67
668	38 877,87
669	38 936,07
670	38 994,27
671	39 052,47
672	39 110,67
673	39 168,87
674	39 227,07
675	39 285,27
676	39 343,47
677	39 401,67
678	39 459,87
679	39 518,07
680	39 576,27
681	39 634,47
682	39 692,67
683	39 750,87
684	39 809,07
685	39 867,27
686	39 925,47
687	39 983,67
688	40 041,88
689	40 100,08
690	40 158,28
691	40 216,48
692	40 274,68
693	40 332,88
694	40 391,08
695	40 449,28
696	40 507,48
697	40 565,68
698	40 623,88
699	40 682,08
700	40 740,28
701	40 798,48
702	40 856,68
703	40 914,88

INDICES majorés	TRAITEMENTS ANNUELS BRUTS soumis à retenue pour pension (en euros)
704	40 973,08
705	41 031,28
706	41 089,48
707	41 147,68
708	41 205,88
709	41 264,08
710	41 322,28
711	41 380,48
712	41 438,68
713	41 496,89
714	41 555,09
715	41 613,29
716	41 671,49
717	41 729,69
718	41 787,89
719	41 846,09
720	41 904,29
721	41 962,49
722	42 020,69
723	42 078,89
724	42 137,09
725	42 195,29
726	42 253,49
727	42 311,69
728	42 369,89
729	42 428,09
730	42 486,29
731	42 544,49
732	42 602,69
733	42 660,89
734	42 719,09
735	42 777,29
736	42 835,49
737	42 893,69
738	42 951,90
739	43 010,10
740	43 068,30
741	43 126,50

INDICES majorés	TRAITEMENTS ANNUELS BRUTS soumis à retenue pour pension (en euros)
742	43 184,70
743	43 242,90
744	43 301,10
745	43 359,30
746	43 417,50
747	43 475,70
748	43 533,90
749	43 592,10
750	43 650,30
751	43 708,50
752	43 766,70
753	43 824,90
754	43 883,10
755	43 941,30
756	43 999,50
757	44 057,70
758	44 115,90
759	44 174,10
760	44 232,30
761	44 290,50
762	44 348,70
763	44 406,91
764	44 465,11
765	44 523,31
766	44 581,51
767	44 639,71
768	44 697,91
769	44 756,11
770	44 814,31
771	44 872,51
772	44 930,71
773	44 988,91
774	45 047,11
775	45 105,31
776	45 163,51
777	45 221,71
778	45 279,91
779	45 338,11

INDICES majorés	TRAITEMENTS ANNUELS BRUTS soumis à retenue pour pension (en euros)
780	45 396,31
781	45 454,51
782	45 512,71
783	45 570,91
784	45 629,11
785	45 687,31
786	45 745,51
787	45 803,71
788	45 861,92
789	45 920,12
790	45 978,32
791	46 036,52
792	46 094,72
793	46 152,92
794	46 211,12
795	46 269,32
796	46 327,52
797	46 385,72
798	46 443,92
799	46 502,12
800	46 560,32
801	46 618,52
802	46 676,72
803	46 734,92
804	46 793,12
805	46 851,32
806	46 909,52
807	46 967,72
808	47 025,92
809	47 084,12
810	47 142,32
811	47 200,52
812	47 258,72
813	47 316,93
814	47 375,13
815	47 433,33
816	47 491,53
817	47 549,73

INDICES majorés	TRAITEMENTS ANNUELS BRUTS soumis à retenue pour pension (en euros)
818	47 607,93
819	47 666,13
820	47 724,33
821	47 782,53
822	47 840,73
823	47 898,93
824	47 957,13
825	48 015,33
826	48 073,53
827	48 131,73
828	48 189,93
829	48 248,13
830	48 306,33